

1 Santé publique

- Conseil : rapport sur l'état d'avancement des travaux concernant le renforcement du rôle de l'ECDC
- PE : rapport sur la proposition de règlement visant à renforcer le mandat de l'ECDC
- Conseil : rapport sur l'état d'avancement des travaux concernant la proposition relative aux menaces transfrontières graves pour la santé
- PE : rapport sur la proposition relative aux menaces transfrontières graves pour la santé
- CE : consultation publique sur les droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers
- CE : rapport sur l'application de la directive relative aux droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers
- CE : rapport du groupe d'experts HSPA sur les méthodes d'évaluation de l'accès aux soins de santé
- EXPH : avis sur les marchés publics dans les systèmes de soins de santé
- CE : lancement d'un centre de connaissances pour lutter contre le cancer
- CE : communication « Premiers enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 »
- CE : résultats de la consultation publique sur la création d'une Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA)
- CE : consultation publique sur les priorités, la stratégie et les besoins du programme de travail annuel EU4Health 2022

2 Médicaments et dispositifs médicaux

- PE et Conseil : accord politique sur l'évaluation des technologies de la santé (HTA)
- Conseil : accord sur le renforcement du rôle de l'Agence européenne des médicaments (EMA)
- PE : position vis-à-vis de l'extension du mandat de l'EMA
- Conseil : conclusions sur l'accès aux médicaments et dispositifs médicaux
- Le groupe de travail multilatéral sur les fusions pharmaceutiques lance une consultation publique conjointe
- CE : consultation publique sur les médicaments pédiatriques et orphelins
- CE : feuille de route pour la révision de la législation générale relative aux produits pharmaceutiques
- CE et EMA : projet-pilote « Commercialisation de produits pharmaceutiques autorisés selon la procédure centralisée »
- CE : dialogue structuré sur la sécurité d'approvisionnement en produits pharmaceutiques
- AIM : outil de calcul du prix juste pour les médicaments en Europe
- International Horizon Scanning Initiative (IHSI) : attribution du marché de fourniture de l'International Horizon Scanning Database
- PE : Résolution sur les incidences et les retombées commerciales de l'épidémie de COVID-19

3 Santé en ligne

- CE : proposition de cadre juridique pour l'intelligence artificielle (IA) et d'un nouveau plan coordonné avec les États membres
- CE : transformation numérique de l'Europe à l'horizon 2030
- ENISA : lignes directrices pour les marchés publics dans le domaine de la cybersécurité en milieu hospitalier
- Publication du règlement établissant le programme pour une Europe numérique
- Projet TEHDAS : les données de santé ont besoin d'une réglementation européenne spécifique
- Réseau de santé en ligne : version 3 de la directive sur les résumés de patients
- CE : consultation publique sur l'espace européen des données de santé

4 Politique sociale

- CE : stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant et proposition de recommandation du Conseil établissant une garantie européenne pour l'enfance
- CE : Étude sur le cadre de mise en œuvre économique d'une éventuelle garantie européenne pour l'enfance, y compris sa base financière
- PE : résolution sur la garantie européenne pour l'enfance adoptée
- Conseil : recommandation pour une garantie européenne pour l'enfance adoptée
- PE et Conseil : feu vert pour le FSE+
- Sommet social de Porto
- Conseil européen : déclaration de Porto
- Conseil : suivi du sommet social de Porto
- Conseil : évaluation de la mise en œuvre des recommandations par pays pour 2020 et 2019 approuvée
- Conseil : avis sur la révision du tableau de bord social
- CE et Comité de la protection sociale (CPS) : rapport conjoint sur les soins de longue durée 2021
- Conseil de l'UE : conclusions principales sur le rapport sur les soins de longue durée de 2021 approuvées
- CE : étude de faisabilité d'une carte de sécurité sociale européenne
- CE : L'évaluation de l'emploi et des développements sociaux en Europe
- CE : deuxième phase de consultation des partenaires sociaux pour une meilleure protection des personnes travaillant par l'intermédiaire de plateformes
- Conseil : conclusions sur l'impact socio-économique de la COVID-19 sur l'égalité de genre

5 Politique économique

- CE : Paquet « Semestre européen » du printemps
- CE : proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres
- CE : propositions de recommandations par pays dans le cadre du Semestre européen
- CE : dixième rapport sur la Grèce au titre du cadre de surveillance renforcée
- CE : Rapport de surveillance post-programme – Portugal, printemps 2021
- Conseil : feu vert aux décaissements de la facilité pour la reprise et la résilience de l'UE pour 16 États membres
- CE : Le rapport 2021 sur le vieillissement : projections économiques et budgétaires pour les États membres de l'UE (2019-2070)

- Conseil : conclusions sur les défis posés par le vieillissement en matière de viabilité des finances publiques

6 Financement UE

- Cour des comptes européenne : Le financement de l'UE en faveur des régions transfrontalières doit être mieux ciblé
- Euractiv : La Cour des comptes européenne enquête sur des contrats conclus avec de grands cabinets d'audit pour l'assistance technique aux États membres en matière de réformes structurelles
- Euractiv : de grands consultants donnent des conseils en matière de réformes structurelles dans les États membres
- CE : fonds supplémentaires dans la politique de cohésion en matière de santé
- REACT-EU : ressources financières pour les systèmes de santé
- EuroHealthNet : Exploiter les occasions pour une reprise saine – Cadre financier pluriannuel 2021-2027 et NextGenerationEU
- CE : aide au transport de biens médicaux dans le cadre de la COVID-19

7 Concurrence

- CE : feu vert – sous conditions – pour l'acquisition de GrandVision par EssilorLuxottica
- CE : Sigma-Aldrich condamnée à une amende pour avoir fourni des informations trompeuses dans le cadre de l'enquête sur le rachat par Merck
- CE : autorisation du régime italien de soutien aux travailleurs indépendants et à certains professionnels de la santé
- CE : enquête approfondie sur le projet d'acquisition de GRAIL par Illumina
- CE : enquête sur une possible violation de l'obligation de suspension dans l'opération Illumina/GRAIL
- CE : autorisation du rachat de Willis Towers Watson par Aon

8 Procédures d'infraction

- Tchéquie : non-respect des règles de l'UE en matière de qualifications professionnelles
- Belgique : indépendance de l'autorité chargée de la protection des données

9 Cour de justice de l'Union européenne

- Arrêt : les ressortissants d'un État membre de l'UE sans activité économique qui séjournent dans un autre État membre ont le droit d'être affiliés au système public d'assurance maladie de l'État membre d'accueil
- Arrêt : une période de garde sous régime d'astreinte constitue, sous certaines conditions, du temps de travail
- Arrêt : les aides publiques aux hôpitaux publics en Italie ne sont pas des aides d'État
- Arrêts : rejet des pourvois contre les amendes infligées à des fabricants de médicaments pour avoir retardé la mise sur le marché d'un médicament générique
- Arrêt : conditions de commercialisation d'un médicament non soumis à prescription médicale dans un État membre

10 Publications

- OMS/Europe : rapport sur les mécanismes visant à améliorer la transparence des marchés de médicaments, de vaccins et de produits sanitaires
- Friends of Europe: Les systèmes de santé dans l'UE après la pandémie : dispenser des soins aux patients au bon endroit et au bon moment
- Santé dans les plans nationaux de reprise et de résilience : état des lieux
- SEPEN : résumé des systèmes et stratégie pour la planification des travailleurs de santé dans les 28 états membres

11 Divers

- Health in Europe : forum de discussion virtuel
- EUHealthGov : plate-forme d'échange d'idées et d'informations sur la gouvernance de la santé de l'UE
- Lettre ouverte : proposition adressée aux dirigeants des agences nationales de médicaments pour mieux harmoniser l'accès aux rapports d'études cliniques entre les autorités nationales compétentes
- PE : résolution sur la situation concernant la santé et les droits génésiques et sexuels dans l'Union, dans le cadre de la santé des femmes
- PE : résolution sur le 25e anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD25) (Sommet de Nairobi)
- Lettre ouverte à l'initiative du mouvement She Decides sur le droit à l'avortement
- PE : résolution sur le vieillissement de la population du vieux continent – possibilités et enjeux liés à la politique du vieillissement pour l'après-2020
- Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe : appel urgent à la réforme des soins de santé mentale
- Chambre des Représentants de Belgique : exonération de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en matière de soins médicaux à la personne uniquement pour les interventions et traitements à but thérapeutique
- MISSOC : dernière mise à jour de la base de données sur les systèmes nationaux de protection sociale
- CE : proposition de réforme de la directive sur l'efficacité énergétique
- Projet TO-REACH : conférence de clôture
- Conférence sur l'avenir de l'Europe
- OMS : Commission paneuropéenne de la santé et du développement durable
- Déclaration sommet UE-États-Unis : « Vers un partenariat transatlantique renouvelé »
- Suisse : arrêt des négociations en vue d'un accord-cadre avec l'UE
- CE : offres d'accès au marché dans le cadre de l'accord sur les investissements entre l'UE et la Chine
- Conseil européen : condamnation d'actes récents de cybermalveillance
- CE : vision à long terme pour les zones rurales européennes
- CE : rapport provisoire sur la taxonomie sociale de la Plateforme sur la finance durable
- Sommet mondial sur la santé : déclaration de Rome

Conseil : rapport sur l'état d'avancement des travaux concernant le renforcement du rôle de l'ECDC

Le train de mesures réglementaires sur une Union européenne de la santé, présenté par la Commission européenne le 11 novembre 2020, propose un renforcement du mandat du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC). Cette proposition prévoit que l'ECDC peut mieux aider les États membres et la Commission européenne à suivre la situation épidémiologie en temps réel et à mobiliser les task forces européennes en charge de la santé. Les ministres réunis au sein du Conseil de l'Union européenne (UE) ont été informés de l'avancée des discussions.

DOC [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF

PE : rapport sur la proposition de règlement visant à renforcer le mandat de l'ECDC

La Commission de l'environnement et de la santé publique (ENVI) du Parlement européen (PE) a pris position sur la question du renforcement du mandat de l'ECDC. Le vote du rapport en assemblée plénière est attendu en septembre.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/NL](#) HTML

Conseil : rapport sur l'état d'avancement des travaux concernant la proposition relative aux menaces transfrontières graves pour la santé

Le Conseil de l'UE a également rendu un rapport sur l'état d'avancement d'une deuxième proposition du train de mesures réglementaires pour une Union européenne de la santé, à savoir la proposition de règlement concernant les menaces transfrontières graves pour la santé. La proposition exige, entre autres, l'élaboration d'un plan européen de préparation aux crises et pandémies sanitaires et formule des recommandations pour l'élaboration de plans nationaux, qui seront à leur tour évalués.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

PE : rapport sur la proposition relative aux menaces transfrontières graves pour la santé

La Commission ENVI du Parlement européen a adopté le projet de rapport sur la proposition de règlement visant à renforcer la préparation de l'UE face aux menaces transfrontières pour la santé.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

CE : consultation publique sur les droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers

La Commission européenne (CE) organise cette consultation en appui de son évaluation de la directive UE, dix ans après son adoption. Les parties prenantes sont invitées à échanger leurs points de vue sur la façon dont la directive a amélioré les droits des patients en matière de soins de santé à l'étranger, ainsi que sur le rôle de la directive dans le renforcement de la coopération européenne dans le domaine des maladies rares et complexes.

DOC [EN](#) HTML

CE : rapport sur l'application de la directive relative aux droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers

La directive 2011/24/UE prévoit que si un patient européen est pris en charge dans un autre État membre, les coûts des soins de santé peuvent être remboursés par le pays d'affiliation jusqu'au niveau prévu par le système de soins de santé dudit pays. Le dernier rapport sur l'application de la directive, reprenant les données des États membres sur les soins de santé transfrontaliers pour l'année 2019, montre que le tourisme médical reste un phénomène limité qui s'observe généralement entre pays voisins. Vingt États membres et l'Islande ont mis en place un système d'autorisation préalable pour certains types de soins de santé.

DOC [EN](#) PDF

➤ **CE : rapport du groupe d'experts HSPA sur les méthodes d'évaluation de l'accès aux soins de santé**

La Commission a publié un rapport du groupe d'experts européen sur l'évaluation de l'efficacité des systèmes de santé (HSPA), intitulé : Improving access to healthcare through more powerful measurement tools (Améliorer l'accessibilité des soins de santé au moyen d'outils de mesure plus puissants).

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF

➤ **EXPH : avis sur les marchés publics dans les systèmes de soins de santé**

Le groupe d'experts sur les moyens efficaces d'investir dans la santé a adopté son avis sur les marchés publics dans les systèmes de soins de santé. Dans le cadre de cet avis, le groupe d'experts s'est penché notamment sur les adjudications en matière de médicaments, technologies de la santé et santé en ligne. Les recommandations soulignent l'importance des objectifs de politique publique, et en particulier, des intérêts des patients.

DOC [EN](#) PDF

➤ **CE : lancement d'un centre de connaissances pour lutter contre le cancer**

La Commission lance un centre de connaissances sur le cancer, la première action phare menée dans le cadre du plan européen de lutte contre le cancer. Ce centre de connaissances comprend une nouvelle plateforme en ligne destinée à réunir des données et à coordonner les actions de lutte contre le cancer.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **CE : communication « Premiers enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 »**

La Commission européenne a présenté une communication exposant les premiers enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 au cours des 18 derniers mois, et s'appuie sur ces enseignements en vue d'une action renforcée à l'échelon de l'Union et à l'échelon national. Dix enseignements concernent ce qui pourra être amélioré à l'avenir.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **CE : résultats de la consultation publique sur la création d'une Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA)**

Cette consultation porte sur la création d'une « BARDA européenne », une agence de recherche et de développement biomédicaux avancés. Cette agence appuierait la capacité et la préparation de l'UE face aux menaces et aux situations d'urgence transfrontières, qu'elles soient d'origine naturelle ou intentionnelle. La Commission a publié une synthèse des réponses.

DOC [EN](#) HTML

➤ **CE : consultation publique sur les priorités, la stratégie et les besoins du programme de travail annuel EU4Health 2022**

Le nouveau programme EU4Health, la réponse ambitieuse de l'UE à la crise de la COVID-19, ne se limite pas à chercher comment répondre à la crise, mais traite aussi de la résilience des systèmes de soins de santé. La consultation demande un feed-back des parties prenantes sur les priorités et les orientations stratégiques ainsi que sur les besoins à prendre en compte dans les programmes de travail annuels, en particulier pour 2022.

DOC [EN](#) HTML

PE et Conseil : accord politique sur l'évaluation des technologies de la santé (HTA)

Le Conseil de l'UE et le Parlement européen sont parvenus à un accord politique sur un cadre d'évaluation européen commun pour les technologies de la santé (HTA). La proposition harmonise les exigences liées à cette procédure, qui compare les nouvelles interventions médicales avec celles déjà existantes ou avec le statu quo. Le régime convenu stipule que les États membres doivent dûment tenir compte des rapports cliniques communs publiés au niveau de l'UE mais ne sont pas tenus de les utiliser au niveau national.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

Conseil : accord sur le renforcement du rôle de l'Agence européenne des médicaments (EMA)

Les ministres de la Santé publique réunis au sein du Conseil de l'UE sont parvenus à un accord sur l'orientation générale à donner à la proposition de règlement visant à renforcer le rôle de l'Agence européenne des médicaments (EMA). L'objectif est de limiter les pénuries de médicaments et de produits médicaux, assurer le développement en temps utile de médicaments de haute qualité et efficaces, et renforcer la préparation aux crises et la gestion de celles-ci en matière de médicaments et de dispositifs médicaux. Le projet fait partie du train de mesures réglementaires pour une Union européenne de la santé.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

PE : position vis-à-vis de l'extension du mandat de l'EMA

Le Parlement a adopté sa position relative aux négociations avec le Conseil sur l'extension du mandat de l'Agence européenne des médicaments et le renforcement de son rôle. Afin d'accroître les pouvoirs de l'Agence en matière de préparation aux crises, de gestion des médicaments et des dispositifs médicaux, les députés demandent la création d'une base de données européenne interopérable et numérique afin de détecter, de prévoir et de prévenir les pénuries de médicaments.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

Conseil : conclusions sur l'accès aux médicaments et dispositifs médicaux

Le Conseil de l'UE a approuvé les conclusions relatives à l'accès aux médicaments et aux dispositifs médicaux. Les conclusions détaillent le triple défi de l'accessibilité, de la disponibilité et du caractère abordable des médicaments et des dispositifs médicaux.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

Le groupe de travail multilatéral sur les fusions pharmaceutiques lance une consultation publique conjointe

La direction générale de la Concurrence de la Commission européenne, la « Federal Trade Commission » (FTC) américaine, le « Canadian Competition Bureau » et la « Competition and Markets Authority » britannique ont lancé une consultation publique conjointe sur les fusions dans le secteur pharmaceutique.

DOC [EN](#) HTML

CE : consultation publique sur les médicaments pédiatriques et orphelins

La Commission a mené une consultation publique sur la révision de la législation relative aux médicaments pédiatriques et orphelins.

DOC [EN](#) HTML

CE : feuille de route pour la révision de la législation générale relative aux produits pharmaceutiques

La Commission européenne a publié une feuille de route pour une révision de la législation générale relative aux produits pharmaceutiques. La Commission veut parvenir à une notion

commune relative aux « besoins médicaux non satisfaits » et revoir le système incitatif qui complète la protection du marché.

DOC [EN](#) HTML

CE et EMA : projet-pilote « Commercialisation de produits pharmaceutiques autorisés selon la procédure centralisée »

La Commission, en collaboration avec l'EMA et les pays de l'UE, lance un projet-pilote, avec la participation de futurs titulaires d'autorisation de mise sur le marché, en vue de mieux comprendre les causes plus profondes d'une mise sur le marché différée pour les médicaments autorisés selon la procédure centralisée. L'EMA invite les demandeurs d'une autorisation de mise sur le marché de médicaments orphelins et médicaments destinés au traitement du cancer, à participer à ce projet-pilote.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF

CE : dialogue structuré sur la sécurité d'approvisionnement en produits pharmaceutiques

Cette initiative de dialogue structuré facilite les discussions avec et entre les acteurs de la chaîne de valeur de fabrication de médicaments, les autorités, les communautés de recherche, les travailleurs de la santé et les associations de patients. Le processus se compose de deux phases. La phase 1 a pour but de mieux comprendre le fonctionnement des filières mondiales d'approvisionnement en produits pharmaceutiques et d'identifier les causes exactes de différentes vulnérabilités potentielles. La phase 2 consistera à élaborer des mesures concrètes pour s'attaquer aux problèmes identifiés.

DOC [EN](#) HTML

AIM : outil de calcul du prix juste pour les médicaments en Europe

L'Association Internationale de la Mutualité (AIM) a développé un outil permettant de calculer le prix juste des médicaments en Europe. Le calculateur convertit le modèle antérieur de fixation d'un prix équitable conçu par l'AIM en un outil stratégique qui doit aider le public tant spécialisé que non spécialisé à évaluer le prix juste des médicaments et à le comparer aux prix actuellement payés par le système de soins de santé.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

International Horizon Scanning Initiative (IHSI) : attribution du marché de fourniture de l'International Horizon Scanning Database

L'IHSI fournit des données qui permettent aux décideurs politiques et aux négociateurs d'organisations de payeurs de tendre vers de meilleurs prix pour les médicaments. Il s'agit d'un spin-off à grande échelle des activités de Beneluxa en matière d'horizon scanning. L'IHSI a conclu un contrat avec ECRI pour la mise en place de l'International Horizon Scanning Database.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

PE : Résolution sur les incidences et les retombées commerciales de l'épidémie de COVID-19

Cette résolution du Parlement européen s'attarde notamment sur les enseignements tirés de la crise de la COVID-19 au niveau de la politique commerciale pour les produits de santé essentiels. La résolution met l'accent sur une plus grande transparence en matière de stocks disponibles, les réseaux d'approvisionnement mondiaux, les capacités de production et la tarification des produits de santé essentiels, la mise en œuvre et le développement d'exceptions pour la sécurité de la santé publique dans le cadre des droits de propriété intellectuelle, et l'augmentation de la mobilité mondiale des services essentiels.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **CE : Proposition de cadre juridique pour l'intelligence artificielle (IA) et d'un nouveau plan coordonné avec les États membres**

La Commission a présenté de nouvelles règles et actions en faveur d'une intelligence artificielle (IA) digne de confiance. La proposition fait la distinction entre applications d'IA présentant un risque inacceptable, un risque élevé, un risque limité et un risque minime. Le plan fait appel à un financement provenant des différents programmes européens. Le plan se concentre entre autres sur la contribution de l'IA aux soins de santé en élargissant l'échange transfrontière d'informations.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 3 [EN](#) HTML

➤ **CE : transformation numérique de l'Europe à l'horizon 2030**

La Commission a présenté une vision, des objectifs et des voies à suivre pour une transformation numérique réussie de l'Europe d'ici à 2030. La communication propose de convenir d'un ensemble de principes numériques, de lancer des projets et de préparer une proposition législative établissant un cadre de gouvernance solide pour suivre les progrès. La Commission propose une boussole numérique avec des ambitions numériques concrètes de l'UE pour 2030. Une de ces ambitions est que tous les citoyens aient accès à leurs dossiers médicaux électroniques.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **ENISA : lignes directrices pour les marchés publics dans le domaine de la cybersécurité en milieu hospitalier**

L'Agence européenne pour la cybersécurité (ENISA) a publié des directives de marchés publics dans le domaine de la cybersécurité dans les hôpitaux. Ce nouvel outil vise à aider les organisations de soins à identifier les bonnes pratiques pour répondre aux besoins en cybersécurité lors de l'acquisition de produits ou services.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Publication du règlement établissant le programme pour une Europe numérique**

Le règlement établissant le programme pour une Europe numérique a été publié dans le Journal officiel de l'Union européenne. Les objectifs généraux du programme consistent à soutenir et accélérer la transformation numérique de l'économie, de l'industrie et de la société dans l'Union. Un des axes du programme porte sur les applications dans les soins de santé. Les ressources financières pour la mise en œuvre du programme pour la période 2021-2027 s'élèvent à 7,5 milliards d'euros.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Projet TEHDAS : les données de santé ont besoin d'une réglementation européenne spécifique**

Le projet TEHDAS est implémenté dans 25 pays européens, avec la participation de plusieurs partenaires et parties prenantes de toute l'Europe. Selon une analyse de TEHDAS, les caractéristiques spécifiques uniques des données de santé nécessitent une législation européenne spécifique pour réguler l'usage transfrontière et l'échange de ces données. Le premier output TEHDAS étudie les raisons pour lesquelles la régulation de l'usage secondaire de données de santé constitue un cas spécifique de gestion de données et ne peut pas uniquement être réglementée par voie de législation horizontale, comme le projet d'Acte sur la gouvernance des données.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Réseau de santé en ligne : version 3 de la directive sur les résumés de patients**

Le réseau de santé en ligne a adopté la troisième version de la directive sur les résumés de patients, après la contribution et la consultation d'un grand nombre de parties prenantes.

DOC [EN](#) PDF

➤ **CE : consultation publique sur l'espace européen des données de santé**

La Commission européenne a organisé une consultation publique sur l'espace européen des données de santé. L'espace européen des données de santé reposera sur trois piliers principaux : un système solide de gestion des données et des règles d'échange de données, la qualité des données ainsi qu'une infrastructure solide et l'interopérabilité.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

4 Politique sociale

➤ **CE : stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant et proposition de recommandation du Conseil établissant une garantie européenne pour l'enfance**

La proposition de recommandation du Conseil établissant une garantie européenne pour l'enfance vise à promouvoir l'égalité des chances pour les enfants exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **CE : Étude sur le cadre de mise en œuvre économique d'une éventuelle garantie européenne pour l'enfance, y compris sa base financière**

La Commission a publié une étude sur le cadre de mise en œuvre économique d'une éventuelle garantie européenne pour l'enfance, y compris sa base financière, ainsi qu'un résumé de ce rapport. L'étude, qui a été coordonnée par Liser et Applica, comprend également une évaluation de la faisabilité de la gratuité des examens médicaux de routine et pour les traitements de suivi.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

➤ **PE : résolution sur la garantie européenne pour l'enfance adoptée**

La résolution souligne que les États membres doivent intégrer la garantie européenne pour l'enfance dans tous les secteurs politiques ; allouer au moins 5 % des fonds du FSE+ en gestion partagée pour soutenir les activités du système ; envisager de faire du système un instrument permanent pour prévenir et combattre la pauvreté des enfants de manière structurelle ; et explorer la possibilité de créer une Autorité européenne pour l'enfance chargée de soutenir la mise en œuvre de la recommandation par les États membres.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Conseil : recommandation pour une garantie européenne pour l'enfance adoptée**

Le Conseil a adopté une recommandation établissant une garantie européenne pour l'enfance. En particulier, il est recommandé que les États membres garantissent un accès effectif et gratuit à des structures d'éducation de la petite enfance, à la scolarisation, à au moins un repas sain chaque jour d'école et aux soins de santé, ainsi qu'un accès effectif à une alimentation saine et à un logement adéquat. Chaque État membre doit désigner un coordinateur national de la garantie pour l'enfance qui présentera à la Commission un plan d'action pour la mise en œuvre de cette recommandation.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **PE et Conseil : feu vert pour le FSE+**

Le PE et le Conseil de l'UE ont donné leur approbation au règlement relatif au Fonds social européen Plus (FSE+) d'un montant de 99,3 milliards d'euros. Les pays où le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale des enfants est supérieur à la moyenne de l'UE doivent utiliser au moins 5 % de leurs ressources FSE+ pour lutter contre ce problème.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Sommet social de Porto**

Les dirigeants de l'UE, les institutions européennes, les partenaires sociaux et les représentants de la société civile se sont réunis à Porto pour renforcer leur engagement en faveur de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux. Ils ont examiné comment définir le programme européen de politique sociale pour la prochaine décennie et faire en sorte que nous relevions les défis du présent et de l'avenir. Les discussions se sont articulées autour de trois grands axes, parmi lesquels l'État providence et la protection sociale. À l'issue de la conférence, l'engagement social de Porto a été cosigné.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Conseil européen : déclaration de Porto**

Dans la déclaration de Porto, les chefs de gouvernement s'engagent à renforcer la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et saluent les grands objectifs du plan d'action 2030 en matière d'emploi, de compétences et de réduction de la pauvreté.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) PDF

➤ **Conseil : suivi du sommet social de Porto**

Les ministres ont discuté au Conseil de l'UE de la définition d'objectifs et du suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre des principes du socle européen des droits sociaux au niveau national dans le cadre du Semestre européen.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) PDF | DOC 3 [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF

➤ **Conseil : évaluation de la mise en œuvre des recommandations par pays pour 2020 et 2019 approuvée**

Les recommandations par pays sont fournies dans le cadre du Semestre européen, le cadre de l'UE pour la coordination des politiques économiques dans l'Union européenne. Le Conseil de l'UE a approuvé l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations par pays dans le secteur social pour 2020 et 2019. Les réformes des soins de santé faisaient partie des recommandations pour la plupart des États membres de l'UE.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

➤ **Conseil : avis sur la révision du tableau de bord social**

Le Conseil de l'UE a adopté un avis pour un tableau de bord social révisé, comprenant de nouveaux indicateurs clés. Ce tableau de bord est utilisé comme instrument d'évaluation dans le cadre du Semestre européen. Les discussions relatives aux nouveaux indicateurs secondaires proposés qui ont trait au secteur de la santé, notamment les dépenses de santé et en soins de longue durée en pourcentage du PIB, la couverture des besoins en soins de longue durée et le taux de mortalité évitable par prévention et traitement, sont suspendues.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

➤ **CE et Comité de la protection sociale (CPS) : rapport conjoint sur les soins de longue durée 2021**

Le rapport dresse un état des lieux de l'offre de soins de longue durée et des principaux défis à relever dans l'UE. Il fournit également une première analyse de l'impact de la pandémie de COVID-19. Les rapports par pays fournissent une description plus détaillée des soins de longue durée dans chacun des 27 États membres.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Conseil de l'UE : conclusions principales sur le rapport sur les soins de longue durée de 2021 approuvées**

Les ministres ont approuvé les conclusions principales du rapport sur les soins de longue durée de 2021 élaboré par le CPS et la Commission européenne.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

➤ **CE : étude de faisabilité d'une carte de sécurité sociale européenne**

La Commission a lancé, en collaboration avec l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale (INPS), l'institut italien de sécurité sociale, un projet pilote pour étudier la faisabilité de l'introduction d'une carte de sécurité sociale européenne d'ici 2023. L'objectif est de permettre la vérification numérique de la couverture sociale et des droits des citoyens par les acteurs et institutions compétents au-delà des frontières. En 2023, l'évaluation pourrait également porter sur l'intégration et la numérisation de la carte européenne d'assurance maladie.

DOC [EN](#) HTML

➤ **CE : L'évaluation de l'emploi et des développements sociaux en Europe**

La Commission a publié l'édition 2021 de l'évaluation de l'emploi et des développements sociaux en Europe. Le rapport montre l'impact varié de la crise de la COVID-19. Les développements dans le domaine des soins de santé sont également abordés.

DOC [EN](#) HTML

➤ **CE : deuxième phase de consultation des partenaires sociaux pour une meilleure protection des personnes travaillant par l'intermédiaire de plateformes**

Sur la base des réponses obtenues lors de la première phase, la Commission a conclu que l'UE devait prendre des mesures supplémentaires pour améliorer les conditions de travail et la protection sociale des personnes travaillant par l'intermédiaire de plateformes de travail numériques.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Conseil : conclusions sur l'impact socio-économique de la COVID-19 sur l'égalité de genre**

Le Conseil de l'UE a approuvé des conclusions sur l'impact socio-économique de la COVID-19 sur l'égalité de genre. Selon le Conseil, les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la pandémie et ses mesures de confinement. Elles sont par exemple davantage exposées au risque de contracter la COVID-19 parce qu'elles sont surreprésentées parmi le personnel de santé. Les États membres et la Commission sont invités à prendre des mesures pour atténuer l'effet aggravant de la crise de la COVID-19 sur certains des désavantages à long terme subis par les femmes et pour faire en sorte que l'égalité de genre devienne un élément moteur de la reprise.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

5 Politique économique

➤ **CE : Paquet « Semestre européen » du printemps**

Ce paquet comprend les orientations budgétaires pour les États membres. Le Semestre européen sera désormais lié aux plans pour la reprise et la résilience des États membres, dans lesquels sont définis les investissements et les réformes qui seront financés par la facilité pour la reprise et la résilience. La Commission annonce également que la clause dérogatoire générale du pacte de stabilité et de croissance continuera à s'appliquer en 2022 et qu'aucune mesure ne sera prise à l'égard des États membres présentant des déficits budgétaires excessifs.

DOC [EN](#) HTML

➤ **CE : proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres**

Le paquet « Semestre européen » du printemps comprend également une proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres, y compris les politiques de soins de santé. Ces lignes directrices font valoir que l'égalité d'accès en temps utile à des soins de longue durée et à des services de soins de santé abordables, y compris en matière de

prévention et de promotion des soins de santé, revêt une importance particulière, compte tenu de la crise de la COVID-19 et dans un contexte de sociétés vieillissantes.

DOC [EN](#) PDF

➤ **CE : propositions de recommandations par pays dans le cadre du Semestre européen**

Le paquet « Semestre européen » du printemps comprend également des recommandations au Conseil pour un avis du Conseil sur le programme de stabilité de chaque État membre pour 2021. Ces recommandations par pays comprennent également des recommandations de réformes dans le secteur des soins de santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ **CE : dixième rapport sur la Grèce au titre du cadre de surveillance renforcée**

Le rapport évalue les progrès de la Grèce par rapport aux engagements politiques pris auprès de l'Eurogroupe en juin 2018. Dans le domaine des soins de santé, le rapport indique, par exemple, que le gouvernement a atteint l'objectif de 30 % des dépenses pour les achats centralisés de soins de santé, que des mesures ont été prises pour percevoir les récupérations auprès des dispensateurs de soins et que la réforme des soins de première ligne a été relancée.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **CE : Rapport de surveillance post-programme – Portugal, printemps 2021**

Ce rapport présente les conclusions de la 13e mission de surveillance post-programme au Portugal et identifie les défis restants. La maîtrise des dépenses et l'amélioration du rapport coût-efficacité dans le secteur de la santé y sont également examinés.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Conseil : feu vert aux décaissements de la facilité pour la reprise et la résilience de l'UE pour 16 États membres**

Les ministres de l'économie et des finances de l'UE réunis au sein du Conseil de l'UE ont approuvé 16 plans nationaux pour la reprise et la résilience, permettant aux États membres concernés d'utiliser les fonds de l'UE relatifs à la reprise et la résilience. Les plans donnent suite aux recommandations par pays formulées dans le cadre du Semestre européen et s'articulent autour de six domaines d'action, parmi lesquels la transition numérique, la croissance inclusive et la cohésion sociale et territoriale. Pour la plupart des pays, les plans contiennent des réformes dans le secteur de la santé, et notamment des initiatives en faveur de la numérisation.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 3 [EN](#) HTML | DOC 4 [EN](#) HTML

➤ **CE : Le rapport 2021 sur le vieillissement : projections économiques et budgétaires pour les États membres de l'UE (2019-2070)**

Le rapport prévoit que les dépenses liées au vieillissement (pensions, soins de santé et soins de longue durée) vont augmenter.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Conseil : conclusions sur les défis posés par le vieillissement en matière de viabilité des finances publiques**

Les conclusions s'appuient sur les principales constatations du rapport 2021 sur le vieillissement. Le Conseil de l'UE invite les États membres à s'attaquer aux conséquences économiques et budgétaires du vieillissement, notamment en réformant les systèmes de soins (de longue durée). Les conclusions indiquent qu'ils doivent, à cette fin, tirer parti des possibilités en matière de réformes et d'investissements offertes par la facilité pour la reprise et la résilience et les autres composantes de Next Generation EU.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

6 Financement UE

► **Cour des comptes européenne : Le financement de l'UE en faveur des régions transfrontalières doit être mieux ciblé**

Le programme de coopération territoriale européenne (Interreg) vise à encourager la croissance économique dans les zones transfrontalières. Un rapport de la Cour des comptes européenne montre que les programmes qu'il a permis de financer comportaient des stratégies claires pour lutter contre les difficultés transfrontalières actuelles, mais leur mise en œuvre et leur suivi présentent plusieurs faiblesses. Selon le rapport, certains des défis, par exemple dans le domaine des soins de santé transfrontaliers, devraient être relevés au niveau national, par les États membres.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

► **Euractiv : La Cour des comptes européenne enquête sur des contrats conclus avec de grands cabinets d'audit pour l'assistance technique aux États membres en matière de réformes structurelles**

Selon Euractiv, la Cour des comptes européenne enquête sur des contrats de plusieurs centaines de millions que la Commission européenne a conclus avec des consultants externes. Les fonds alloués aux grands cabinets d'audit ont fortement augmenté depuis le début du programme d'appui aux réformes structurelles de la Commission, qui vise à fournir une assistance technique aux États membres pour les réformes dans le domaine de la justice, de la santé ou du marché du travail.

DOC [EN](#) HTML

► **Euractiv : de grands consultants donnent des conseils en matière de réformes structurelles dans les États membres**

Selon Euractiv, la Commission européenne a dépensé plus de 462 millions d'euros pour des contrats avec PwC, KPMG, Deloitte et EY entre 2016 et 2019. Le rôle des consultants dans l'élaboration des politiques de l'UE et dans les États membres est de plus en plus important en raison des conseils techniques qu'ils fournissent pour les réformes structurelles, financées par la Commission par le biais du programme d'appui aux réformes structurelles. Dans une lettre, des députés européens de tous les horizons politiques ont remis en question l'implication de ces consultants dans le programme d'appui aux réformes structurelles, en particulier dans les domaines sensibles couverts par les projets financés, notamment les soins de santé.

DOC [EN](#) HTML

► **CE : fonds supplémentaires dans la politique de cohésion en matière de santé**

La Commission alloue des fonds supplémentaires pour la politique de cohésion dans le cadre d'une modification des programmes opérationnels (PO) pour le financement par les Fonds structurels européens, dans le cadre de l'initiative de soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires de l'Europe (REACT-EU). Dans plusieurs États membres, les fonds supplémentaires seront utilisés en particulier pour les soins de santé et les soins de longue durée.

DOC [EN](#) HTML

► **REACT-EU : ressources financières pour les systèmes de santé**

« REACT-EU », financé par le plan de relance de l'UE, fournit 50,6 milliards d'euros de nouvelles ressources pour les programmes existants de la politique de cohésion pour les années 2021 et 2022. Au 19 août 2021, un montant total de 24,8 milliards d'euros a été alloué par le biais du FEDER et du FSE, dont 4 milliards d'euros sont destinés à soutenir les systèmes de santé. Les ressources pour l'économie numérique et l'inclusion sociale peuvent également inclure un soutien aux initiatives dans le secteur de la santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ **EuroHealthNet : Exploiter les occasions pour une reprise saine – Cadre financier pluriannuel 2021-2027 et NextGenerationEU**

EuroHealthNet, le partenariat européen à but non lucratif des autorités de santé publique, a publié un aperçu détaillé des fonds et programmes du nouveau budget de l'UE et de leur pertinence pour la santé. L'analyse explique comment les différentes parties du budget peuvent être utilisées pour améliorer la santé, lutter contre les inégalités en matière de santé et renforcer la résilience face aux futures crises sanitaires tout en permettant une reprise durable.

DOC [EN](#) HTML

➤ **CE : aide au transport de biens médicaux dans le cadre de la COVID-19**

La Commission fournit une aide financière à 6 États membres pour le transport d'équipements pour la vaccination contre la COVID-19 et de médicaments contre la COVID-19, pour un montant de plus de 14 millions d'euros. Les fonds sont disponibles par le biais du paquet mobilité de l'instrument d'aide d'urgence. L'aide comprend, par exemple, le transport de médicaments pour les unités de soins intensifs en Belgique et de seringues et d'aiguilles en Italie.

DOC [EN](#) HTML

7 Concurrence

➤ **CE : feu vert – sous conditions – pour l'acquisition de GrandVision par EssilorLuxottica**

La Commission a autorisé le projet d'acquisition de GrandVision par EssilorLuxottica. Cette autorisation est subordonnée au respect intégral des engagements proposés par EssilorLuxottica. EssilorLuxottica est le premier fournisseur européen et mondial de verres optiques et d'articles de lunetterie. En outre, EssilorLuxottica est actif dans la vente au détail de produits optiques. GrandVision est une entreprise de vente au détail d'articles de lunetterie présente à l'échelle mondiale et exploite quelques-unes des plus grandes chaînes d'optique en Europe.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **CE : Sigma-Aldrich condamnée à une amende pour avoir fourni des informations trompeuses dans le cadre de l'enquête sur le rachat par Merck**

La Commission européenne a infligé une amende de 7,5 millions d'euros à Sigma-Aldrich pour avoir fourni des informations inexactes ou trompeuses au cours de l'enquête menée par la Commission concernant le rachat de Sigma-Aldrich par Merck.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **CE : autorisation du régime italien de soutien aux travailleurs indépendants et à certains professionnels de la santé**

La Commission européenne a autorisé un régime italien d'un montant de 2,5 milliards d'euros visant à soutenir les travailleurs indépendants et certains professionnels de la santé dans le contexte de la pandémie de coronavirus, en les exonérant partiellement des cotisations de sécurité sociale. Ce régime a été autorisé en vertu de l'encadrement temporaire des aides d'État.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **CE : enquête approfondie sur le projet d'acquisition de GRAIL par Illumina**

La Commission européenne a ouvert une enquête approfondie afin d'évaluer le projet d'acquisition de GRAIL par Illumina. La Commission craint que l'acquisition envisagée ne réduise la concurrence et l'innovation sur le marché émergent de la mise au point et de la

commercialisation de tests de dépistage du cancer reposant sur des technologies de séquençage.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **CE : enquête sur une possible violation de l'obligation de suspension dans l'opération Illumina/GRAIL**

La Commission européenne ouvre une enquête afin de déterminer si la décision d'Illumina de procéder à l'acquisition de GRAIL, alors que l'enquête approfondie sur l'opération envisagée est toujours en cours, constitue une violation de l'« obligation de suspension » en vertu du règlement sur les concentrations. Cette enquête est distincte de l'enquête approfondie menée par la Commission sur le fond du dossier.

DOC [EN](#) HTML

➤ **CE : autorisation du rachat de Willis Towers Watson par Aon**

La Commission européenne a autorisé le rachat de Willis Towers Watson par Aon. Cette autorisation est subordonnée au respect d'une série d'engagements proposée par Aon. Les deux entreprises sont des acteurs mondiaux de premier plan sur les marchés des services de courtage en assurance des risques commerciaux, du courtage en réassurance et de la fourniture de services de retraite, de santé et de protection sociale ainsi que d'investissement aux clients commerciaux.

DOC [EN/FR](#) HTML

8 Procédures d'infraction

➤ **Tchéquie : non-respect des règles de l'UE en matière de qualifications professionnelles**

La Commission saisit la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre la Tchéquie pour non-respect des règles de l'UE en matière de qualifications professionnelles (directive 2005/36/CE). Les infractions recensées concernent, outre des formalités procédurales et des garanties pour les professionnels, plusieurs questions spécifiques relatives aux médecins, aux infirmiers, aux pharmaciens, aux vétérinaires et aux architectes.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **Belgique : indépendance de l'autorité chargée de la protection des données**

La Commission ouvre une procédure d'infraction contre la Belgique au sujet de l'indépendance de son autorité chargée de la protection des données. Selon la Commission, la Belgique viole les dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD) (règlement (UE) 2016/679) parce que certains membres de l'autorité rendent compte à un comité de gestion dépendant du gouvernement belge, participent à des projets gouvernementaux sur la recherche des contacts dans le cadre de la COVID-19 ou sont membres du Comité de la sécurité de l'information.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Arrêt : les ressortissants d'un État membre de l'UE sans activité économique qui séjournent dans un autre État membre ont le droit d'être affiliés au système public d'assurance maladie de l'État membre d'accueil**

Dans son arrêt dans l'affaire C-535/19, la Cour confirme le droit des citoyens de l'Union économiquement inactifs qui séjournent dans un autre État membre que leur État membre d'origine d'être affiliés au système public d'assurance maladie de l'État membre d'accueil, afin de bénéficier des prestations de soins médicaux financés par cet État. La Cour précise toutefois que le droit de l'Union n'impose pas l'obligation d'affilier de tels citoyens inactifs à ce système à titre gratuit. La cotisation exigée ne peut toutefois pas être « disproportionnée ».

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

➤ **Arrêt : une période de garde sous régime d'astreinte constitue, sous certaines conditions, du temps de travail**

Dans son arrêt dans les affaires C-344/19 (D.J. / Radiotelevizija Slovenija et C-580/19 RJ / Stadt Offenbach am Main), la Cour déclare qu'une période de garde sous régime d'astreinte ne constitue, dans son intégralité, du temps de travail que lorsque les contraintes imposées au travailleur affectent très significativement sa faculté de gérer, au cours de cette période, son temps libre. Les difficultés organisationnelles qu'une période de garde peut engendrer pour le travailleur et qui sont la conséquence d'éléments naturels ou du libre choix de celui-ci ne sont pas pertinentes.

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

➤ **Arrêt : les aides publiques aux hôpitaux publics en Italie ne sont pas des aides d'État**

La Cour a confirmé dans l'affaire T-223/18 les conclusions de la Commission européenne dans sa décision de 2017 que le système italien de soins de santé (SSN) n'est pas de nature économique et que les aides publiques aux hôpitaux publics opérant dans le cadre du SSN ne constituaient donc pas une aide d'État au sens du droit de l'UE.

DOC 1 [FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **Arrêts : rejet des pourvois contre les amendes infligées à des fabricants de médicaments pour avoir retardé la mise sur le marché d'un médicament générique**

Dans ses arrêts dans les affaires C-586/16 P, C-588/16 P, C-591/16 P, C-601/16 P, C-611/16 et C-614/16 P, la Cour de justice rejette les pourvois de plusieurs fabricants de médicaments impliqués dans l'entente visant à retarder la commercialisation du générique de l'antidépresseur citalopram. La Commission européenne avait prononcé à leur égard des amendes de près de 150 millions d'euros.

DOC 1 [EN](#) - [FR](#) PDF | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 3 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 4 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 5 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 6 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 7 [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **Arrêt : conditions de commercialisation d'un médicament non soumis à prescription médicale dans un État membre**

Dans son arrêt dans l'affaire C-178/20 (Pharma Expressz), la Cour déclare qu'un médicament non soumis à prescription médicale dans un État membre ne peut être commercialisé dans un autre État membre que si ce dernier a, lui aussi, autorisé sa mise sur le marché. À défaut d'une telle autorisation, il peut néanmoins être possible d'y délivrer ce médicament lorsque son utilisation répond, conformément au droit de l'Union, à des besoins spéciaux de nature médicale.

DOC 1 [EN](#) - [FR](#) PDF | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

10 Publications

➤ OMS/Europe : rapport sur les mécanismes visant à améliorer la transparence des marchés de médicaments, de vaccins et de produits sanitaires

L'OMS/Europe a publié un rapport recensant et résumant les données actuelles sur la mise en œuvre des mesures de transparence des marchés de médicaments, de vaccins et d'autres produits sanitaires dans la Région européenne de l'OMS. L'étude souligne l'importance de la transparence parmi d'autres recommandations, comme la surveillance des prix et des coûts.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ Friends of Europe: Les systèmes de santé dans l'UE après la pandémie : dispenser des soins aux patients au bon endroit et au bon moment

Ce rapport sur l'avenir des soins de santé en Europe, publié en collaboration avec Baxter, formule trois recommandations globales pour des actions au niveau européen, national et local afin de soutenir la transformation des soins de santé dans l'UE. 1) Faire du patient le centre d'intérêt, 2) Favoriser les trajets de soins intégrés par le biais des soins en communauté et à domicile, 3) Rendre l'architecture des soins numérique par défaut pour soutenir les soins intégraux.

DOC [EN](#) HTML

➤ Santé dans les plans nationaux de reprise et de résilience : état des lieux

Cette contribution du Dr Eleanor Brooks sur le blog de l'EU Health Governance Network (EUHealthGov) effectue une première analyse des réformes dans le domaine de la santé dans les plans nationaux de reprise et de résilience. Selon l'auteur, la toute grande majorité des plans consacre un volet ou un sous-volet à la santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ SEPEN : résumé des systèmes et stratégie pour la planification des travailleurs de santé dans les 28 états membres

L'appel d'offres conjoint « Soutien au réseau d'experts en matière de planification et de prévision des travailleurs de la santé » (SEPEN) est une nouvelle action dans le domaine de la planification du personnel de santé européen, soutenue par le programme européen pour la santé. Le rapport de l'étude sur la planification nationale et la politique en matière de travailleurs de la santé dans l'Europe des 28 est maintenant disponible. Ce rapport a été publié conjointement avec un répertoire en ligne contenant un aperçu des systèmes de planification nationaux, un récapitulatif des sources de données et des défis.

DOC [EN](#) HTML

11 Divers

➤ Health in Europe : forum de discussion virtuel

La santé en Europe est un forum de discussion virtuel entre experts et décideurs politiques sur les effets de la législation et de la politique européennes sur les systèmes de soins de santé des États membres et d'autres pays. Il est organisé par le Centre for Law and Society de la Lancaster Law School (Royaume-Uni) et il traite d'une vaste gamme de thèmes depuis les soins de santé transfrontaliers, la réglementation pharmaceutique, la politique fiscale et la COVID-19 jusqu'au Brexit. La participation est libre et les discussions de 2020-2021 sont disponibles en ligne.

DOC [EN](#) HTML

➤ **EUHealthGov : plate-forme d'échange d'idées et d'informations sur la gouvernance de la santé de l'UE**

L'EU Health Governance Network (EUHealthGov) est un réseau d'universitaires, de praticiens, de chercheurs, de décideurs politiques et d'autres professionnels intéressés par le droit et la politique européen de la santé. Via son site, son blog et son compte Twitter, le réseau entend être un point de liaison pour l'échange d'idées et d'informations sur tout ce qui concerne la gouvernance sanitaire dans l'UE.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Lettre ouverte : proposition adressée aux dirigeants des agences nationales de médicaments pour mieux harmoniser l'accès aux rapports d'études cliniques entre les autorités nationales compétentes**

Dans une lettre ouverte, le Dr K. Boesen du Berlin Institute of Health@Charité et ses confrères lancent un appel aux dirigeants des agences de médicaments visant à mieux harmoniser l'accès aux études cliniques entre autorités nationales compétentes.

DOC [EN](#) PDF

➤ **PE : résolution sur la situation concernant la santé et les droits génésiques et sexuels dans l'Union, dans le cadre de la santé des femmes**

Cette résolution aborde des sujets très différents, parmi lesquels les prestations des systèmes de sécurité sociale et les soins de santé universels. Le rapport se focalise également sur la question controversée d'un accès sûr et légal à l'avortement.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **PE : résolution sur le 25e anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD25) (Sommet de Nairobi)**

La résolution réaffirme que la santé et les droits génésiques et sexuels reposent sur les droits de l'homme et invite l'Union et ses États membres à reconnaître le droit des femmes et des jeunes filles à l'intégrité physique et à la prise de décision autonome. Elle plaide pour l'apport d'un soutien aux victimes et aux survivants de violences sexistes, notamment grâce à des services de conseil, de santé et d'aide psychosociale et réclame l'amélioration des systèmes de santé et d'éducation afin de prévenir la violence sexiste et d'y répondre.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Lettre ouverte à l'initiative du mouvement She Decides sur le droit à l'avortement**

À l'initiative du mouvement She Decides, une lettre ouverte signée par des politiciens, parmi lesquels des ministres belges, suédois, néerlandais et français, vise à confirmer la protection du droit à l'avortement. Les signataires appellent notamment à une « campagne mondiale d'information factuelle et sans préjugés » sur l'avortement, à la réouverture des services d'avortement qui ont été fermés pendant la pandémie en tant qu'établissements non essentiels et à mettre un terme aux politiques telles que le conseil obligatoire.

DOC [EN](#) HTML

➤ **PE : résolution sur le vieillissement de la population du vieux continent – possibilités et enjeux liés à la politique du vieillissement pour l'après-2020**

Le Parlement européen a adopté une résolution contenant des recommandations pour la prise en charge du vieillissement de la population européenne. Le rapport souligne l'importance de redoubler d'efforts pour lutter contre toutes les formes de discrimination à l'égard des personnes âgées et insiste sur la nécessité de développer les services de soins de manière à favoriser la continuité des soins, les soins de santé préventifs, la rééducation et l'autonomie de vie.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe : appel urgent à la réforme des soins de santé mentale**

Dans un « Carnet des droits de l'homme », Dunja Mijatović, la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, souligne l'impact dévastateur de la crise Covid-19 sur la santé

mentale. C'est pourquoi elle plaide pour une réforme urgente des services et de la politique en matière de santé mentale.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **Chambre des Représentants de Belgique : exonération de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en matière de soins médicaux à la personne uniquement pour les interventions et traitements à but thérapeutique**

Dorénavant, l'exonération de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en matière de soins médicaux à la personne en Belgique s'applique uniquement aux interventions et traitements à but thérapeutique. La modification de la législation résulte de la jurisprudence européenne en la matière.

DOC 1 [FR/NL](#) PDF | DOC 2 [NL](#) HTML

➤ **MISSOC : dernière mise à jour de la base de données sur les systèmes nationaux de protection sociale**

MISSOC (Mutual Information System on Social Protection) est une source d'information en ligne, comparable et à jour, sur les systèmes de protection sociale dans les pays européens. L'information provient d'un réseau de ministères et institutions nationaux chargés de l'administration de la protection sociale. L'information actualisée sur les systèmes de protection sociale – y compris une brève description de leur organisation et des informations sur la protection sociale des travailleurs indépendants – dans tous les États membres de l'UE, en Islande, au Liechtenstein, en Norvège et en Suisse, est à présent disponible sur le site internet du MISSOC.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML

➤ **CE : proposition de réforme de la directive sur l'efficacité énergétique**

La proposition vise à stimuler les efforts de l'UE pour favoriser l'efficacité énergétique et réaliser des économies d'énergie dans la lutte contre le changement climatique. Elle introduit des mesures d'économies d'énergie spécifiques au secteur public, dont les soins de santé. Celles-ci comprennent l'obligation de réduire la consommation annuelle d'énergie, un relèvement de l'obligation de rénovation et l'exigence d'inclure de façon plus systématique des clauses d'efficacité énergétique des procédures d'adjudications publiques.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Projet TO-REACH : conférence de clôture**

Le projet TO-REACH a tenu sa conférence de clôture « Implementing and transferring innovations across health systems ». Lors de cette conférence, les principaux résultats du projet TO-REACH ont été présentés, à savoir l'agenda de recherche stratégique et les notes de politique, clôturant le travail des cinq années écoulées.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Conférence sur l'avenir de l'Europe**

La conférence permet aux citoyens européens d'échanger leurs idées sur les défis et les priorités de l'Europe. Les autorités et les organisations peuvent organiser des événements et proposer des idées. Une plateforme numérique permet aux citoyens de partager leurs idées. Des panels de citoyens européens débattront de différents thèmes et présenteront leurs propositions. Lors de séances plénières, les recommandations des panels de citoyens nationaux et européens feront l'objet d'un débat. La santé, en ce compris les soins de santé, est l'un des thèmes de la conférence.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **OMS : Commission paneuropéenne de la santé et du développement durable**

La Commission paneuropéenne de la santé et du développement durable est un groupe indépendant et interdisciplinaire de dirigeants et de responsables instauré par le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe afin de réexaminer les priorités politiques à la lumière des pandémies. Elle cherche à élever la santé et l'aide sociale au rang des priorités sociétales et

politiques jugées essentielles pour le développement durable comme pour la cohésion sociale. Les travaux de la Commission aboutiront à la publication d'un rapport avec des recommandations sur les investissements et les réformes visant à améliorer les systèmes de santé et d'aide sociale.

DOC [EN](#) HTML

► **Déclaration sommet UE-États-Unis : « Vers un partenariat transatlantique renouvelé »**

Les dirigeants de l'Union européenne et des États-Unis ont présenté un programme transatlantique commun pour l'ère de l'après-pandémie. Celui-ci comprend l'objectif de mettre fin à la pandémie de COVID-19 et de se préparer aux futurs défis sanitaires mondiaux. Un groupe de travail conjoint UE-États-Unis sur les chaînes de fabrication et d'approvisionnement dans la lutte contre la COVID-19 doit intensifier la coopération et résoudre les problèmes en matière d'accroissement de la capacité de production de vaccins et de traitements. L'UE et les États-Unis renforceront également leur coopération en vue de réformer l'Organisation mondiale de la Santé.

DOC [EN](#) HTML

► **Suisse : arrêt des négociations en vue d'un accord-cadre avec l'UE**

La Suisse a mis un terme aux négociations interminables en vue d'un accord-cadre pour régler les relations entre l'UE et la Suisse. Ces relations sont actuellement régies par un patchwork de conventions bilatérales. Celles-ci comprennent également de nombreuses conventions relatives au secteur de la santé, comme la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et des dispositifs médicaux. L'arrêt des discussions risque de rendre difficile à l'avenir l'actualisation des réglementations existantes.

DOC [EN](#) HTML

► **CE : offres d'accès au marché dans le cadre de l'accord sur les investissements entre l'UE et la Chine**

La Commission a publié les projets d'engagements convenus dans le cadre de l'accord global sur les investissements entre l'UE et la Chine (CAI), conclu en principe le 30 décembre 2020. L'objectif du CAI est de rééquilibrer la situation asymétrique en matière d'accès au marché et d'investissements entre l'UE et la Chine. Les nouveaux engagements contractés par la Chine dans le secteur des services comprennent également des investissements dans les soins de santé privés.

DOC [EN](#) HTML

► **Conseil européen : condamnation d'actes récents de cybermalveillance**

Le Conseil européen a condamné les actes récents de cybermalveillance perpétrés contre des États membres. Il s'agit d'une réaction, entre autres, à la cyberattaque sur le service de santé irlandais en mai de cette année. Le Conseil a été invité à réfléchir à des mesures appropriées dans le cadre de la boîte à outils cyberdiplomatie.

DOC [EN](#) HTML

► **CE : vision à long terme pour les zones rurales européennes**

La Commission européenne développe une vision à long terme pour des zones rurales européennes plus prospères. Cette communication est la première étape d'un processus qui, par l'intermédiaire du pacte rural et du plan d'action rural de l'Union européenne, devrait permettre de concrétiser les objectifs de la vision à long terme pour les zones rurales de l'UE en 2040. Un accès effectif à des services essentiels de qualité suffisante, parmi lesquels les soins de santé, fait également partie de la vision à long terme.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) PDF

► **CE : rapport provisoire sur la taxonomie sociale de la Plateforme sur la finance durable**

Le rapport provisoire sur la taxonomie sociale a pour but d'identifier des activités économiques contribuant à la réalisation d'objectifs sociaux. Basé sur des normes et principes internationaux, le rapport affirme qu'une taxonomie sociale peut aider les investisseurs à identifier des

opportunités pour le financement de solutions en matière de garantie d'un emploi convenable, de communautés inclusives et durables, de soins de santé et de logements abordables.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

Sommet mondial sur la santé : déclaration de Rome

Le sommet mondial sur la santé a été l'occasion pour les dirigeants du G20, les responsables d'organisations internationales et régionales et les représentants d'organismes de santé mondiaux de partager les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19. Les dirigeants ont adopté une « déclaration de Rome » dans laquelle ils s'engagent à respecter des principes communs pour lutter contre la COVID-19, à prévenir les pandémies futures et à se préparer à de telles pandémies.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML

Brèves sur les soins de santé en Europe

Lettre d'information électronique de l'Observatoire social européen (OSE asbl),
éditée pour le compte de l'INAMI.

Rédaction : Rita Baeten
baeten@ose.be
www.ose.be

La lettre est disponible en anglais, français et néerlandais.

Pour s'abonner à la lettre :
www.ose.be/health_newsletter/